



Volet B

Copie à publier aux annexes du Moniteur belge  
après dépôt de l'acte

Rés  
a  
Mon  
bel



\*19055662\*

DEPOSÉ AU GREFFE LE

10 AVR. 2019

Greffe

TRIBUNAL DE L'ENTREPRISE

DU HAINAUT DIVISION TOURNAI

N° d'entreprise : 0724.750.544

Dénomination

(en entier) : **ASBL "Polcom Boys et Girls"**

(en abrégé) :

Forme juridique : **ASBL**Siège : **Rue de Warneton 13 à 7780 Comines**Objet de l'acte : *Constitution*

Création d'une ASBL.

PV de l'AG du 11 mai 2018

PV du CA du 11 mai 2018

conforme à la loi du 27 juin 1921 telle que modifiée par les lois du 2 mai 2002  
et du 16 janvier 2003.

Entre les soussignés :

1. Monsieur CAPPELAERE Cédric, Dronckaertstraat 167 à 8930 Rekkem.
2. Monsieur DERUWE Christophe, Chaussée d'Houthem 84 à 7781 Houthem
3. Monsieur HOF Jonathan, rue de la Victoire 22 à 7780 Comines.
4. Madame MOSTAERT Candice, rue d'Hollebeke 64 à 7781 Houthem.
5. Madame LEROY Marion, Kruisekestraat 85 bte 101 à 8940 Wervik
6. Madame BUTAYE Jennifer, Chemin Vert 1 à 7784 Warneton
7. Monsieur TURPAIN Pascal, route de Ploegsteert 14 à 7784 Warneton
8. Monsieur DEDUYTSCHAEVER Patrick, Bas Chemin 187 à 7784 Bas-Warneton
9. Madame UGILLE Anaïs, Avenue de Mouscron 9 à 7780 Comines
10. Monsieur DESURMONT Jean-Baptiste, Rempart Volbrecht 8 à 7784 Warneton
11. Madame PROVOOST Caroline, Houtemstraat 46 à 8980 Zandvoorde
12. Madame SENECHAL Stéphanie, Grand rue 94 à 7780 Comines
13. Monsieur DARDENNE Laurent, Nieuwe Kalsijde 15 à 8920 Langemark
14. Monsieur JAMAR Stéphane, rue d'Hollebeke 36 à 7781 Houthem
15. Monsieur DAUCHY Sébastien, chaussée de Warneton 23 à 7780 Comines
16. Madame COISNE Malorie, Speldenstraat 71 à 8940 Wervik

Il est convenu de constituer pour une durée indéterminée une association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 dont les statuts sont établis comme suit.

## TITRE I. DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL.

## Article 1.

L'association est dénommée « ASBL Polcom boys & girls ».

## Article 2.

Le siège social est établi en Belgique, dans l'arrondissement judiciaire de Tournai. Il est établi à 7780 Comines, rue de Warneton n° 13.

L'acte de modification du siège social est, conformément à la loi du 27 juin 1921, déposé au greffe du tribunal compétent et publié aux annexes du Moniteur belge.

## TITRE II. LE BUT ET L'OBJET SOCIAL.

### Article 3.

L'association a pour but de stimuler et de promouvoir l'esprit de camaraderie, de solidarité, de fraternité et d'amitié.

Elle se propose d'atteindre ce but en réalisant (en organisant) des activités sportives, culturelles ou festives, ou par la participation à ces actions de même nature.

Elle peut prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire.

### Article 4.

Le financement des activités de l'ASBL est constitué :

- des cotisations de ses membres ;
- des recettes, générées par certaines activités organisées par l'ASBL ;
- des éventuels dons, legs et subsides.

## TITRE III. LES MEMBRES.

### Article 5.

L'association est composée de membres effectifs appelés ci-après « membres ». Seuls ces membres jouissent de la plénitude des droits.

### Article 6.

Le nombre des membres est illimité. Il ne peut être inférieur à cinq. Les fondateurs sont les premiers membres de l'association présents lors de l'assemblée constituante de mai 2018.

### Article 7.

Les nouveaux membres sont les personnes qui font partie des catégories décrites dans l'article 8 et effectuent le paiement de la cotisation annuelle en cours.

### Article 8.

Peuvent être membres de l'ASBL, les personnes faisant partie ou ayant fait partie d'une des catégories reprises ci-dessous :

- les membres du personnel opérationnel et administratif de la Zone de police de Comines-Warneron, en ce compris le personnel détaché au sein de la Zone et les stagiaires faisant partie de la police intégrée ;
- les retraités ou membres du personnel de la police intégrée ayant fait partie de la zone de police de Comines-Warneron ;
- les Gardiens de la Paix et Agents Constatateurs travaillant dans le bâtiment situé rue de Warneron 13 à 7780 Comines ;

Tous les membres qui s'inscrivent à l'ASBL adhèrent aux présents statuts. Ils en prennent connaissance au moment de la mise en ordre de cotisation.

### Article 9.

Les membres peuvent démissionner à tout moment de l'association en adressant leur démission par écrit au conseil d'administration.

Est réputé démissionnaire :

- le membre qui ne paie pas les cotisations qui lui incombent ;
- le membre qui ne remplit plus les conditions exigées pour son admission à l'article 8 ;
- le membre qui n'assiste pas ou qui ne se fait pas représenter à trois assemblées générales consécutives.

L'assemblée générale constate que le membre est réputé démissionnaire.

### Article 10.

L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix des personnes présentes et représentées.

Un membre ne peut être exclu que :

-s'il ne remplit plus les conditions exigées à l'article 8.

-si par des paroles, des écrits, des actes ou son comportement, il contrevient à l'objet social, à la réputation de l'association.

Article 11.

La qualité de membre se perd automatiquement par le décès ou, s'il s'agit d'une personnes morale, par la dissolution, la fusion, la scission, la nullité ou la faillite.

Article 12.

Tout membre démissionnaire ou exclu, ainsi que leurs héritiers n'ont aucun droit sur le fonds social de l'association. Ils ne peuvent réclamer aucun compte, faire apposer des scellés ou requérir l'inventaire.

Article 13.

Le conseil d'administration tient, au siège social de l'association, un registre des membres. Le membre contresigne dans le registre la mention concernant son admission. Cette signature entraîne son adhésion aux présents statuts, au règlement d'ordre intérieur ainsi qu'aux décisions prises par l'ASBL.

Article 14.

Tout membre peut consulter, au siège de l'association, les documents comptables, le registre des membres ainsi que les procès-verbaux et décisions de l'assemblée générale, du conseil d'administration, du délégué à la gestion journalière ou de tout mandataire agissant au sein et pour le compte de l'association. A moins qu'un arrêté royal en décide autrement, la décision doit être adressée préalablement par écrit au président du conseil d'administration et préciser le ou les documents auxquels le membre souhaite avoir accès. Les parties conviennent d'une date où le membre peut prendre connaissance des documents souhaités, cette date devant se situer dans le délai d'un mois à dater de la réception de la demande par le président du conseil d'administration.

#### TITRE IV. LES COTISATIONS.

Article 15.

Les membres paient une cotisation annuelle. Le montant de cette cotisation annuelle est fixé par le conseil d'administration. Le montant de la cotisation peut être revu tous les ans. (Montant minimum : 10 euros, montant maximum : 50 euros).

Le paiement de la cotisation annuelle couvre la période de l'année civile et est exigible pour fin février au plus tard.

En cas de non paiement des cotisations qui incombent à un membre, le conseil d'administration envoie un rappel par lettre ordinaire. Si dans les deux mois de l'envoi du rappel qui lui est adressé, le membre n'a pas payé ses cotisations, elle ne pourra plus prétendre à la gratuité des activités ou aux tarifs préférentiels des différentes activités proposées par l'ASBL. Elle pourra toutefois s'inscrire aux activités moyennant le paiement à prix coûtant de la manifestation. L'assemblée générale peut considérer cette personne comme démissionnaire d'office. Il notifiera sa décision par écrit au membre par lettre ordinaire.

#### TITRE V. LE FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE.

Article 16.

L'assemblée générale est composée de tous les membres. Elle est présidée par le président ou le vice-président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement de ceux-ci, par un administrateur désigné à cet effet par le conseil d'administration.

Article 17.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an.

Une assemblée générale extraordinaire peut être réunie à tout moment par décision du conseil d'administration, soit à la demande de celui-ci, soit à la demande d'un cinquième des membres.

Article 18.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration par tchat (via Polcomsoft) ou par lettre au moins quinze jours avant la date de l'assemblée.

La convocation contient l'ordre du jour.

Si l'assemblée générale doit approuver les comptes et budget, ceux-ci sont annexés à la convocation. Toute proposition signée par un vingtième des membres doit être portée à l'ordre du jour.

#### Article 19.

Chaque membre a le droit d'assister à l'assemblée générale. Il peut se faire représenter par un autre membre porteur d'une procuration écrite dûment signée.

Chaque membre ne peut être porteur que d'une seule procuration.

#### Article 20.

Tous les membres ont un droit de vote égal à l'assemblée générale. Seul le membre en règle de cotisation peut participer au vote.

Toute personne qui a un intérêt personnel opposé à celui de l'association ne peut participer aux délibérations et au vote concernant ce point à l'ordre du jour.

#### Article 21.

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents et représentés, sauf dans les cas où il en est décidé autrement dans la loi ou les présents statuts.

Les votes nuls, blancs ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités.

En cas de parité de voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

#### Article 22.

L'assemblée ne peut délibérer valablement que sur les points inscrits à l'ordre du jour. Exceptionnellement, un point non inscrit à l'ordre du jour peut être délibéré à condition que la moitié des membres soient présents ou représentés à l'assemblée générale et que deux tiers d'entre eux acceptent d'inscrire ce point à l'ordre du jour.

#### Article 23.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si les modifications sont explicitement indiquées dans la convocation et si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres, qu'ils soient présents ou représentés.

Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Toutefois, la modification qui porte sur le ou les buts en vue desquels l'association est constituée, ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés.

Si la moitié des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une deuxième réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. La seconde réunion ne peut être tenue moins de quinze jours après la première réunion.

#### Article 24.

Les décisions sont consignées dans un registre de procès-verbaux.

Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement, par le second secrétaire.

Ils sont signés par le président et un membre et conservés dans un registre au siège social de l'association.

Tout membre peut consulter ces procès-verbaux mais sans déplacement du registre.

Tout tiers justifiant d'un intérêt légitime peut demander des extraits des procès-verbaux signés par le président ou par un autre administrateur.

#### Article 25.

Toute modification aux statuts est déposée, sans délai, au greffe du tribunal de commerce et publiée aux Annexes du Moniteur belge, conformément à la loi du 27 juin 1921. Il en est de même pour toute nomination ou cessation de fonction d'un administrateur, d'une personne habilitée à représenter l'association, d'une personne déléguée à la gestion journalière ou d'un commissaire.

### TITRE VI. LES POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE GENERALE.

#### Article 26.

L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Elle possède tous les pouvoirs qui lui sont expressément conférés par la loi ou les présents statuts.

Les attributions de l'assemblée générale comportent de droit :

- 1°. De modifier les statuts ;
- 2°. D'exclure un membre ;
- 3°. De nommer et révoquer les administrateurs, le ou les commissaires, le ou les vérificateurs aux comptes ainsi que le ou les liquidateurs ;
- 4°. D'approuver annuellement les comptes et budget ;
- 5°. De donner la décharge aux administrateurs, aux commissaires et, en cas de dissolution volontaire, aux liquidateurs ;
- 6°. De décider d'intenter une action en responsabilité contre tout membre de l'association, tout administrateur, tout commissaire, toute personne habilitée à représenter l'association ou tout mandataire désigné par l'assemblée générale ;
- 7°. De prononcer la dissolution volontaire de l'association ou la transformation de celle-ci en société à finalité sociale ;
- 8°. D'approuver le rapport d'activités et le plan annuel d'activités ;
- 9°. Tous les cas où les statuts l'exigent.

## TITRE VII. LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

### Article 27.

L'association est gérée par un conseil d'administration composé de minimum 3 administrateurs et de maximum 20 administrateurs, membres de l'association.

Le nombre d'administrateurs doit toujours être inférieur au nombre de personnes membres de l'association.

Le Conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs pour assurer la gestion journalière de l'ASBL, et prendre, en bon père de famille, tous les actes qu'il juge nécessaire à sa bonne marche.

Les membres du conseil d'administration, après un appel de candidatures, sont nommés par l'assemblée générale à la majorité absolue des voix des personnes présentes et représentées.

Le mandat d'administrateur, en tout temps révocable par l'assemblée générale, est d'une durée illimitée. L'administrateur sortant est rééligible.

Les membres du Conseil d'Administration sont les yeux, les oreilles et la voix des membres de l'ASBL. Ils rendent compte des décisions, des remarques, des souhaits et des projets qui intéressent les membres de l'ASBL. De même, ils relayent les suggestions de ces derniers au sein du Conseil d'Administration.

### Article 28.

Les administrateurs exercent leur fonction gratuitement.

### Article 29.

Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables, vis-à-vis de l'association que de l'exécution de leur mandat.

### Article 30.

Tout administrateur qui veut démissionner doit signifier sa démission par écrit au conseil d'administration. L'administrateur démissionnaire doit toutefois rester en fonction jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale si la démission a pour effet que le nombre d'administrateur devienne inférieur au nombre minimum d'administrateurs fixé à l'article 27.

## TITRE VIII. LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

### Article 31.

Le conseil désigne en son sein un président, un vice-président, un secrétaire, un second secrétaire, un trésorier, un second trésorier et deux managers.

Le président ou vice-président est chargé notamment de convoquer et de présider le conseil d'administration.

Le secrétaire ou second secrétaire est notamment chargé de rédiger les procès-verbaux, de veiller à la conservation des documents. Il procède au dépôt, dans les plus brefs délais, des actes exigés par la loi du 27 juin 1921 au greffe du tribunal compétent.

Le trésorier ou second trésorier est notamment chargé de la tenue des comptes, de la déclaration à l'impôt, des formalités pour l'acquittement de la taxe sur le patrimoine et de la T.V.A. et, le cas échéant, du dépôt des comptes à la Banque nationale de Belgique.

En cas d'empêchement temporaire du président, vice-président, du secrétaire, second secrétaire, du trésorier, second trésorier le conseil d'administration peut désigner un administrateur pour le(s) remplacer à titre intérimaire.

## Article 32.

Les administrateurs peuvent se faire représenter par un autre administrateur porteur d'une procuration écrite dûment signée.

Un administrateur ne peut représenter qu'un autre administrateur.

## Article 33.

Le conseil délibère valablement si la moitié des administrateurs sont présents ou représentés.

## Article 34.

Chaque administrateur dispose d'une voix. Les décisions du conseil sont prises à la majorité absolue des voix des administrateurs présents et représentés.

Les votes blancs, nuls ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités.

En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Tout administrateur qui a un intérêt personnel ou opposé à celui de l'association ne peut participer aux délibérations et au vote sur ce point de l'ordre du jour.

## Article 35.

Le conseil d'administration est convoqué par le président, le vice-président ou, en cas d'empêchement, par un autre administrateur.

Il se réunit au moins 1 fois par trimestre.

La convocation au conseil d'administration se fait via le tchat (polcomsoft) au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion du conseil.

Elle contient l'ordre du jour.

Le conseil d'administration ne délibère que sur les points inscrits à l'ordre du jour. Exceptionnellement, un point non inscrit à l'ordre du jour peut être débattu si les deux tiers des membres présents et représentés marquent leur accord.

Les décisions sont consignées dans un registre des procès-verbaux signés par le président, et/ou le secrétaire. Ce registre est conservé au siège social de l'association où tous les membres peuvent, sans déplacement du registre, en prendre connaissance.

## TITRE IX. LES POUVOIRS DEVOLUS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

## Article 36.

L'association est gérée et représentée par le conseil d'administration, les administrateurs agissant, sauf délégation spéciale, en collège.

## Article 37.

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association en ce y compris aliéner, hypothéquer et effectuer tous les autres actes de disposition ainsi que transiger et soumettre à un litige à l'arbitrage.

Toutes les attributions qui ne sont pas expressément réservées par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercées par le conseil d'administration.

## Article 38.

Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs, à des membres ou à des tiers.

Dans ces cas, l'étendue des pouvoirs conférés et la durée durant laquelle ils peuvent être exercés seront précisées.

La démission ou la révocation d'un administrateur mettent fin à tout pouvoir délégué par le conseil d'administration.

## TITRE X. L'ACTION EN JUSTICE.

## Article 39.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont décidées par le conseil d'administration et intentées ou soutenues au nom de l'association par la personne habilitée, en vertu de l'article 44 des statuts, à représenter l'association.

Toutefois, dans les cas cités à l'article 27, 8° des présents statuts, la décision est prise par l'assemblée générale.

## TITRE XI. LE REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR.

### Article 40.

Un règlement d'ordre intérieur peut être instauré. Son acceptation ainsi que les modifications qui pourraient y être apportées nécessitent une décision de l'assemblée générale réunissant au moins la moitié des membres associés et statuant à la majorité absolue des voix des membres présents et représentés.

## TITRE XII. DISPOSITIONS DIVERSES.

### Article 41.

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social débutera le jour de la constitution de l'ASBL pour se terminer le 31 décembre.

### Article 42.

Les comptes de l'exercice écoulé, le budget pour l'exercice suivant ainsi qu'un rapport d'activités seront soumis annuellement pour approbation à l'assemblée générale. Le budget présente les recettes et les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice social suivant.

Les comptes sont déposés conformément à la loi du 27 juin 1921.

### Article 43.

En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social de l'association.

### Article 44.

Toute décision relative à la dissolution, aux conditions de la liquidation, à la nomination et à la cessation des fonctions du ou des liquidateur(s), à la clôture de la dissolution, ainsi qu'à l'affectation de l'actif net est déposée et publiée conformément à la loi du 27 juin 1921.

### Article 45.

Tout ce qui n'est pas expressément prévu dans les présents statuts est réglé conformément à la loi du 27 juin 1921 régissant les associations sans but lucratif.

## TITRE XIII. DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

### Article 46.

L'assemblée de ce jour désigne comme administrateurs qui acceptent ce mandat :

- Monsieur Cappelaere Cédric.
- Monsieur Deruwe Christophe
- Madame Mostaert Candice
- Madame Leroy Marion
- Monsieur Hof Jonathan
- Madame Butaye Jennifer
- Monsieur Turpain Pascal
- Monsieur Deduytschaever Patrick.

### Article 47.

Le conseil d'administration désigne en qualité de

- président : Monsieur Cappelaere Cédric.
- Vice-président : Monsieur Deruwe Christophe
- secrétaire : Madame Mostaert Candice
- second secrétaire : Madame Leroy Marion
- trésorier : Monsieur Hof Jonathan

Réservé  
au  
Moniteur  
belge



## Volet B - Suite

- second trésorier : Madame Butaye Jennifer
- managers : Messieurs Turpain Pascal et Deduytschaever Patrick.

Article 48.

L'ASBL reprend les activités et les fonds mis à disposition par l'association de faits qui porte le même nom.  
A savoir un montant de 5000 euros.

Fait ce 11 mai 2018.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 23/04/2019 - Annexes du Moniteur belge